



19 janvier 2020

Déclaration de solidarité avec le Danemark et le Groenland – L'UE doit rester ferme face à la coercition

La CES exprime, avec ses [affiliés nordiques](#), son soutien total à la Confédération nationale des syndicats du Groenland (SIK) et au peuple groenlandais. Le Groenland fait partie intégrante de la communauté nordique, et son peuple a le droit incontestable de déterminer son propre avenir. Cela inclut le droit fondamental de vivre en sécurité, à l'abri de toute pression ou menace extérieure.

La CES exprime également sa pleine solidarité avec le Danemark et le Groenland face aux pressions politiques et économiques inacceptables exercées par le président américain Donald Trump. Toute tentative de contraindre l'Europe par des menaces, des intimidations ou des mesures commerciales constitue une remise en cause directe de la souveraineté, de la démocratie et de l'ordre international fondé sur des règles. Les frontières, la souveraineté et l'autodétermination ne sont pas des monnaies d'échange, mais des principes fondamentaux du droit international que l'Europe doit défendre fermement.

La politique commerciale ne doit jamais être utilisée comme une arme pour porter atteinte aux choix démocratiques ou à l'intégrité territoriale. Un tel comportement sape la confiance, déstabilise les relations internationales et, en fin de compte, nuit aux travailleurs des deux côtés de l'Atlantique. S'ajoutant aux augmentations substantielles des droits de douane imposées l'année dernière, de nouvelles hausses telles que celles proposées par le président américain porteront atteinte à la production et à l'emploi.

Dans ce contexte, la CES appelle les institutions européennes à réagir avec clarté, unité et détermination. Le Parlement européen doit suspendre l'adoption de l'accord UE-États-Unis. Il n'est pas possible de poursuivre comme si de rien n'était alors que des pressions coercitives sont exercées. Le respect des partenaires et des règles internationales doit être une condition préalable au maintien et à l'approfondissement des relations commerciales.

La CES invite en outre le Conseil à se tenir prêt à utiliser l'instrument anti-coercition de l'UE, appelé « bazooka commercial ». Sa crédibilité dépend de la volonté des décideurs de le déployer lorsque les intérêts, les valeurs et les travailleurs européens sont attaqués.

La CES réitère sa [demande précédente](#) adressée à la Commission et aux États membres afin qu'ils prennent les mesures d'accompagnement nécessaires pour protéger les travailleurs, les emplois et la capacité industrielle. Cela implique notamment de préserver les secteurs touchés, de soutenir les travailleurs et les communautés, et de veiller à ce que les mesures prises ne fassent pas peser la charge sur les employés ni ne compromettent les normes du travail.



L'Europe doit donc être prête à agir de manière décisive pour protéger les emplois et la capacité de production. Des instruments communs solides, similaires en termes d'ambition et d'ampleur au programme SURE, sont nécessaires pour protéger les travailleurs, stabiliser les revenus et soutenir les industries et les services confrontés à des perturbations.

Défendre l'Europe signifie également renforcer sa base économique et industrielle. La CES réitère son appel en faveur d'une préférence européenne forte en matière d'investissements publics et de politique industrielle.

La force de l'Europe réside dans son unité et dans ses travailleurs. La défense de la souveraineté, la protection de la paix et la défense de l'emploi doivent aller de pair.